

L'industrie se dote d'une nouvelle feuille de route pour la relance



Substitution aux importations, préférence nationale, commande publique et énergies renouvelables, au cœur du plan de relance de l'industrie à l'horizon 2023. Accompagner les filières industrielles, renforcer leur intégration, développer l'entrepreneuriat industriel et favoriser l'émergence d'une nouvelle génération d'industriels... parmi les objectifs stratégiques.

L'industrie marocaine a sa nouvelle feuille de route pour la phase de relance. Invité, il y a deux semaines, du Conseil national de l'entreprise (CNE) de la Confédération générale des entreprises du Maroc (CGEM), le ministre de l'Industrie, du commerce et de l'économie verte et numérique, a décliné les grandes lignes de la stratégie industrielle 2021-2023. La feuille de route s'articule autour de cinq objectifs stratégiques: accompagner les filières industrielles et renforcer leur intégration, afin de démultiplier la création de richesses et d'emplois; développer l'entrepreneuriat industriel et favoriser l'émergence d'une nouvelle génération d'industriels; se positionner comme un partenaire international stratégique dans le contexte de resserrement des chaînes de valeur; décarboner la production industrielle pour améliorer la

compétitivité du secteur et renforcer son attractivité; et inscrire le secteur industriel national dans une démarche d'innovation.

Selon le ministre du commerce et de l'industrie, la nouvelle stratégie s'appuie sur les atouts traditionnels de la plateforme industrielle marocaine (positionnement géographique, main-d'œuvre, accords de libre-échange, infrastructures et logistique, etc.), mais aussi sur la réactivité, l'agilité, et l'efficacité dont ont fait preuve les compétences marocaines durant la période de pandémie. La crise sanitaire ayant révélé au grand jour la capacité confirmée des industriels marocains à fabriquer, dans l'urgence, des produits et des équipements aux normes internationales.

Pour le ministre, cette période a généré des entrepreneurs qui ont confiance en eux. *«Nous avons tendance au Maroc à dénigrer ce que l'on sait faire. Or, j'ai découvert que nos opérateurs, dans des moments difficiles, ont fait des choses invraisemblables»*, relève le ministre, faisant référence à la fabrication de masques, des respirateurs et de caméras thermiques, grâce à la coopération «exemplaire» entre les industriels locaux, les universités et les pouvoirs publics. *«Cette pandémie nous a donné une leçon, nous pouvons faire de la qualité, de la technologie, tout en étant compétitifs»*, commente-t-il.

L'autre enseignement majeur sur lequel veut capitaliser la tutelle concerne le processus de relocalisation en cours de la production mondiale, suite à la perturbation des chaînes d'approvisionnement au plus fort de la crise sanitaire. Une tectonique des plaques est en train de s'opérer. Les donneurs d'ordre qui ont subi l'impact de la pandémie sont en train de revoir la localisation de leurs sites industriels. Il y a une fenêtre d'opportunités pour le Maroc. Autrement dit, c'est maintenant qu'il faut

que les opérateurs industriels marocains gagnent de nouveaux marchés. Ce sont ces «leçons» de la crise qui ont guidé l'élaboration du plan de relance industriel concocté par le département de l'Industrie.

Un grand axe stratégique du nouveau Plan : la substitution aux importations. Pour le ministre, le Maroc arrive à faire de la substitution de qualité identique, voire meilleure, et moins chère que ce que le pays importe habituellement. A ce titre, après une analyse détaillée des importations sur 16 filières industrielles, et un recensement des capacités dormantes du tissu industriel national, le ministère s'est fixé un objectif de substitution de 34 milliards de dirhams à l'horizon 2023, sur un total de 183 milliards d'importations en 2019. Le potentiel à l'export de cette stratégie est, lui, estimé à 17 milliards de dirhams, tandis que les emplois susceptibles d'être créés pourraient atteindre 100 000. Cette stratégie, au final, pourrait avoir un impact positif sur la balance commerciale de l'ordre de 51 milliards de dirhams d'ici 2023.

Cela dit, pour développer l'entrepreneuriat industriel et favoriser l'émergence d'une nouvelle génération d'industriels, la commande publique et la préférence nationale sont appelés à agir comme des catalyseurs. Pour ce faire, une première vague d'appel à projets de l'Etat, auxquels les industriels nationaux pourront postuler, sera lancée de manière imminente. Une première banque d'une centaine de projets a été déjà mise en ligne dès vendredi 25 septembre sur le site du ministère. Le département de l'industrie s'est fixé un objectif d'au moins 500 projets lancés d'ici le quatrième trimestre de 2021. Le soutien de l'Etat au tissu industriel se manifestera également à travers une série de mesures incitatives. Il s'agit, entre autres, de subventions aux nouveaux investissements, de la mise à disposition du foncier industriel à des tarifs compétitifs, ou encore de la mobilisation d'offres de financement dédiées, en partenariat avec le secteur bancaire national.

Le nouveau plan veut également positionner le Royaume comme une base industrielle décarbonée. L'idée est de mobiliser une partie des énergies renouvelables du Maroc au service d'un ancrage industriel. *«Le Maroc doit capitaliser sur sa capacité d'innovation et sur les acquis du Plan d'accélération industrielle pour saisir les opportunités d'un marché mondial en pleine mutation»*, conclut le ministre ■

N.D.

POUR DÉVELOPPER L'ENTREPRENEURIAT INDUSTRIEL ET FAVORISER L'ÉMERGENCE D'UNE NOUVELLE GÉNÉRATION D'INDUSTRIELS, LA COMMANDE PUBLIQUE ET LA PRÉFÉRENCE NATIONALE SONT APPELÉS À AGIR COMME DES CATALYSEURS.